economiesuisse

Retrait de Biden : quel impact pour la Suisse et le commerce mondial ?

Une vague bleue en novembre prochain pourrait-elle mettre au rebut les velléités protectionnistes de Trump et les menaces de guerres commerciales ? Rien n'est moins sûr. Et, dans un monde hyperconnecté, à quoi la Suisse doit-elle s'attendre?

Beaucoup espèrent que le retrait de Joe Biden au profit de Kamala Harris redistribue les cartes dans la course à la Maison blanche. Une vague bleue en novembre prochain pourrait-elle mettre au rebut les velléités protectionnistes de Trump et les menaces de guerres commerciales ? Rien n'est moins sûr. Et, dans un monde hyperconnecté, à quoi la Suisse doit-elle s'attendre?

Kamala Harris, la désormais candidate officielle démocrate est, comme son adversaire, sceptique à l'égard du libre-échange. En témoignent ses oppositions au Partenariat trans-Pacifique sous Obama et à l'accord de libre-échange nord-américain avec le Mexique et le Canada en 2020.

Ce qui est en revanche certain, c'est que, des mesures telles que la hausse des droits de douane, les subventions protectionnistes ou encore la fragmentation des chaînes d'approvisionnement viennent assombrir les perspectives du commerce mondial.

L'étranger si capital

Petit pays au marché intérieur étriqué, la Suisse tire en grande partie sa richesse de son ouverture à l'étranger. Les faits parlent d'eux-mêmes. Les vingt dernières années de croissance économique ont été accompagnées d'une augmentation de la part des exportations dans le PIB de 51% à 70%. En déduisant les importations des exportations, le commerce extérieur représente à lui seul 40% du PIB. Autrement dit, nous gagnons plus de deux francs sur cinq à l'étranger. Pour assurer notre bienêtre, nous sommes condamnés à commercer.

Et gare aux statistiques de la balance commerciale ! Si celle-ci reste positive, c'est notamment grâce à la performance de la pharma. Les derniers chiffres dressent en effet un tableau plus difficile pour d'autres secteurs. C'est le cas par exemple dans les industries technologique, horlogère, textile et alimentaire.

Alors que l'OMC est bloquée, et dans l'attente d'une mise à jour et d'une redynamisation des relations Suisse-UE, les accords de libre-échange avec des marchés en croissance sont stratégiquement indispensables. Ils ouvrent de

nouveaux débouchés pour nos entreprises, créent des emplois et offrent des prix attractifs aux consommateurs.

L'accord signé en mars avec l'Inde en constitue une étape importante. Des avancées pourraient venir de la modernisation ou conclusion de nouveaux accords avec le Mercosur, la Thaïlande ou le Vietnam. Dans un contexte d'incertitudes économiques et de tensions géopolitiques, la Suisse doit activement rechercher des opportunités d'accès aux marchés internationaux pour soutenir sa croissance et sa compétitivité.

Article paru dans l'édition du 13 août 2024 de La Région